

«Un des pires moments de l'histoire de la présidence américaine», pour John McCain



Photo: Tasos Katopodis Agence France-Presse Le sénateur républicain John McCain

Francesco Fontemaggi - Agence France-Presse et Paul Handley - Agence France-Presse à Washington

16 juillet 2018
États-Unis

Les propos de [Donald Trump](https://www.ledevoir.com/donald-trump) (<https://www.ledevoir.com/donald-trump>) aux côtés de Vladimir Poutine ont scandalisé lundi la classe politique américaine jusque dans les rangs républicains, où l'on s'inquiète de la « faiblesse » affichée par le président des États-Unis, accusé de traiter son homologue russe en allié plutôt qu'en adversaire.

Comme souvent, l'un des plus virulents a été le sénateur républicain John McCain. À 81 ans et malgré un cancer du cerveau qui le tient désormais éloigné de Washington, cet élu respecté a dénoncé « un des pires moments de l'histoire de la présidence américaine ».

« Il est clair que le sommet d'Helsinki était une erreur tragique », a-t-il estimé dans un communiqué au vitriol, jugeant que la conférence de presse commune des deux hommes au terme de leur rencontre de lundi dans la capitale finlandaise était l'une « des performances les plus honteuses d'un président américain ».

Debout face aux journalistes avec le maître du Kremlin, le locataire de la Maison-Blanche s'en est pris à l'enquête du procureur spécial Robert Mueller sur l'ingérence russe dans la présidentielle de 2016, qui l'a porté au pouvoir. Et il a semblé mettre sur le même plan les accusations du renseignement américain en ce sens et les dénégations de Vladimir Poutine.

Une telle attitude n'a pas trouvé beaucoup de défenseurs à Washington, au sein d'une classe politique globalement hostile à l'égard de Moscou. D'autant que l'issue du sommet était scrutée à la loupe, tant planait sur le milliardaire républicain le soupçon de vouloir se réconcilier à tout prix avec le président russe, pour concrétiser une promesse électorale qui butait jusque-là sur l'enquête Mueller et sur les soupçons de collusion entre son équipe de campagne et le Kremlin.

« Il n'y a pas moralement d'équivalence entre les États-Unis et la Russie, qui demeure hostile à nos idéaux », a réagi le chef de file des républicains au Congrès américain, Paul Ryan, appelant Donald Trump à « réaliser que la Russie n'est pas notre alliée ». Dans son communiqué, à l'unisson d'un grand nombre de parlementaires de tous bords, le président de la Chambre des représentants a tenu à écarter tout « doute » : « La Russie a interféré dans notre élection et continue à tenter de fragiliser la démocratie ici et dans le monde ».

« Incroyable capitulation »

Pour le sénateur républicain Lindsey Graham, souvent en phase avec Donald Trump, ce dernier a « raté une occasion » de « lancer un avertissement ferme au sujet des prochains scrutins », et cela « sera considéré par la Russie comme un signe de faiblesse ».

D'autres membres du Sénat, plus régulièrement critiques à l'égard du président, sont allés plus loin, qualifiant ses propos de « honte », comme Jeff Flake, ou, comme le président de la commission des Affaires étrangères Bob Corker, estimant que Vladimir Poutine était sorti « largement gagnant » de ce sommet.

De manière plus attendue, l'opposition démocrate a aussi vivement condamné le comportement du président des États-Unis. « Irréfléchi, dangereux et faible », a attaqué son chef au Sénat, Chuck Schumer.

Selon lui, « la Maison-Blanche est maintenant confrontée à une seule, sinistre question : qu'est-ce qui peut bien pousser Donald Trump à mettre les intérêts de la Russie au-dessus de ceux des États-Unis ». Et « des millions d'Américains vont continuer à se demander si la seule explication possible à ce comportement dangereux est la possibilité que le président Poutine possède des informations nuisibles sur le président Trump ».

Mais au-delà du sommet d'Helsinki, c'est toute la tournée présidentielle en Europe, au cours de laquelle Donald Trump a étalé ses critiques à l'égard de ses alliés avant d'afficher une certaine entente avec Vladimir Poutine, qui « a été un doigt d'honneur géant » à l'égard « de son propre pays », de l'avis du sénateur démocrate Chris Murphy.

La communauté du renseignement, dont les rapports sur l'ingérence russe dans l'élection de 2016 ont une nouvelle fois été relativisés par Donald Trump, est aussi montée au créneau.

L'actuel directeur du renseignement Dan Coats a défendu dans un bref communiqué les évaluations « claires » de ses services en ce sens et sur les « efforts en cours » de Moscou pour « saper » la démocratie américaine.

Son prédécesseur James Clapper a lui carrément dénoncé sur CNN « une incroyable capitulation » du président des États-Unis, qui « semblait intimidé par Vladimir Poutine ».

Quant à l'ex-patron de la CIA John Brennan, en poste sous la présidence démocrate de Barack Obama, il a estimé que la « performance » de Donald Trump à Helsinki était « rien de moins qu'un acte de trahison ».